**La guerre en Europe et l’internationalisme**

(Supplément au n° 265 de mars 2022 du mensuel *L’Internationaliste*)

C’est la guerre en Europe. Au moment d’écrire ces lignes, alors qu’une tentative de pourparlers entre Moscou et Kiev est en cours, la mise en alerte de la force de dissuasion russe est venue répondre à la décision de l’Europe et de l’OTAN de financer des fournitures militaires à l’Ukraine. L’annonce par Olaf Scholz au Bundestag d’un plan de réarmement de 100 milliards d’euros «*cette année*» accompagne, selon le chancelier, un «*changement d’époque» ;* elle marque le franchissement du Rubicon pour le réarmement allemand et préfigure un saut qualitatif pour la défense européenne. Quelle que soit la façon dont les événements vont évoluer, il s’agit d’un tournant : ce sont des jours qui vaudront des années.

Lorsque la crise de 1989-1991 conduisit à la fin de l’ordre de Yalta, avec la réunification allemande et l’éclatement de l’URSS, nous avions soutenu que cette rupture stratégique avait la portée d’une Troisième Guerre mondiale. L’Allemagne se réunifiait au cœur du continent, renversant le résultat de la Seconde Guerre mondiale impérialiste, et l’URSS, en implosant, ramenait les frontières de la Russie très loin des frontières historiques de l’Empire tsariste.

En outre, dans le climat de ces années- là, contrairement aux prétentions de la propagande dominante, nous avions contesté que ce changement stratégique se fût produit de manière pacifique. Ainsi, en février 1990, alors que les événements politiques étaient encore la chute du mur de Berlin et la désintégration des régimes du pacte de Varsovie mais pas encore l’implosion de l’URSS, Arrigo Cervetto écrivait : *«Si le changement des régimes politiques lié à la désagrégation de l’empire soviétique ne s’accompagne pas d’affrontements militaires, c’est pour la simple raison que les appareils militaires sont dans l’ensemble restés intacts et qu’ils assurent le contrôle de ce même changement. Ce qui ne veut pas dire que celui-ci se fait de façon pacifique, mais simplement que souvent les appareils militaires n'exercent pas la violence qu’ils détiennent, et qui, de ce fait, garantit le changement.* *Seuls les vulgaires épigones de la démocratie impérialiste peuvent faire passer pour non violent un processus s’inscrivant dans l’espace ayant la plus forte concentration militaire au monde, où cette haute densité de violence organisée se fait sentir dans toutes les directions.»*

Six ans plus tard, à l’été 1996, nous avions mis à jour ce constat en rappelant le résultat des guerres qui avaient marqué la fin du partage de Yalta : «*Aujourd’hui, après six conflits majeurs dans l’ex-URSS, en Arménie, en Tchétchénie, en Ossétie, en Abkhazie, en Moldavie et au Tadjikistan, deux guerres dans les Balkans, en Croatie et en Bosnie, et une guerre majeure dans le Golfe, le compte provisoire du nombre de morts va de 300 000 à un demi-million. Si Moscou eût causé la mort de 150 000 personnes pour résister en Pologne, en Hongrie ou en Tchécoslovaquie, cela aurait été perçu collectivement comme un terrible massacre qui aurait scellé la fin du XXe siècle par le sang. Étant donné que le nombre de victimes a été causé par le* repli *hors de l’Europe orientale, dans les batailles de retraite engagées sur le Dniestr ou dans le Caucase afin de bloquer la désagrégation au seul cercle externe de l’empire, une fois mis en sourdine le massacre balkanique, la fin de Yalta devient “pacifique”.»*

La guerre du Kosovo de 1999 était encore à venir, pendant laquelle les chasseurs-bombardiers de l’OTAN frappèrent Belgrade.

Faisons une première observation : cette violence, qui avait été limitée en 1989-1991 par un repli forcé, s’exerce de nouveau aujourd’hui dans la guerre en Ukraine. En termes militaires, une contre-offensive fait suite à un repli long de 30 ans. L’intention de Vladimir Poutine est de remettre en question les équilibres résultant de cette «*catastrophe stratégique*» de 1991. Il n’est pas fortuit que de nombreux termes des thèses historiques et des lignes politiques qui sont brandies aujourd’hui reprennent les questions débattues au début des années 1990 : *Union slave, Union eurasiatique, option russe* centrée sur la réunification des populations russophones. Cet affrontement et ces tentatives pour arrêter la désintégration furent par la suite dépassés par l’ampleur de l’implosion de l’URSS, par la faiblesse de Moscou et par l’impossibilité d’amorcer un processus stable de centralisation tout au long des années 1990.

Trente ans plus tard, bien que la guerre en Géorgie de 2008 ainsi que le conflit en Ukraine et l’annexion de la Crimée de 2014 en soient des précédents, Moscou estime que la puissance militaire retrouvée de la Russie et les rapports de forces dans la balance mondiale lui permettent de renouer avec l’objectif stratégique consistant à reconstituer et recentraliser l’espace russe.

Effectuons alors une deuxième observation, concernant les vagues d’extension progressive vers l’Est de l’Alliance atlantique. Ce dont il est question, ce sont les fondements stratégiques de cet élargissement, jusqu’à l’ambition d’amener l’Otan au cœur de la Russie historique avec l’offre de 2008 de faire adhérer l’Ukraine et la Géorgie à l’organisation atlantique, une offre suspendue sur ordre de l’Europe. L’ouvrage *Not One Inch* (New Haven 2021) de Mary Sarotte reprend dans son titre l’assurance que donnait James Baker à un Mikhaïl Gorbatchev déconcerté : l’OTAN ne serait pas élargie d’«un *pouce*», justement, si Moscou acceptait l’unification allemande au sein de l’Alliance atlantique. Sarotte laisse entendre que Washington, après l’effondrement de l’URSS, se laissa entraîner par l’occasion non seulement de gagner l’affrontement de la guerre froide, mais de remporter une victoire écrasante : le *triomphalisme* américain allait prendre le dessus, dans les années où les États-Unis commençaient à croire en un *moment unipolaire qu’ils* allaient pouvoir dominer en tant qu’unique *superpuissance.* Il s’agit d’un facteur qui a pu peser car il correspond aux courants et aux propensions de l’exceptionnalisme américain ; toutefois, le processus dans son ensemble serait incompréhensible si l’on ne prenait pas en compte la volonté américaine de maintenir l’Europe dans le lien atlantique. Comme le rapportent Philip Zelikow et Condoleezza Rice dans leur livre *To Build a Better World* (New York, 2019), l’objectif stratégique clé politique d’accompagnement de la réunification allemande menée par George Bush père était de s’assurer que l’Amérique restât une «*puissance européenne*», liant la nouvelle puissance allemande et la future Europe à la relation atlantique.

La guerre en Ukraine façonnera le paysage stratégique européen pendant des années ; si la crise imprime une accélération dramatique au réarmement du Vieux Continent, elle confirme aussi que la seule voie viable pour la maturité stratégique de l’Union européenne sera celle du «pilier européen» dans l’Alliance atlantique.

Notre troisième observation concerne les relations globales dans l’équilibre entre les puissances. La sortie de Poutine n’est pas seulement une tentative de réviser les équilibres qui émergèrent des années sur la base du calcul — on verra combien il est fondé — selon lequel la Russie aurait retrouvé sa puissance militaire. Si la Russie a estimé que la *surprise stratégique* de la guerre en Ukraine était possible, c’est parce que l’équilibre mondial est ébranlé par l’irruption de la Chine : la voilà, la poussée tectonique qui met les puissances en mouvement. Moscou a donc vu sa fenêtre d’opportunité dans le déclin américain et dans le retard stratégique européen. Depuis quelque temps, nous réfléchissons sur le fait que la *nouvelle phase stratégique* et la *crise de l’ordre mondial* entrent dans une période de quinze années de conflits et de «*tensions inédites*». La bataille féroce en Ukraine n’est pas seulement un retour aux problèmes non résolus du *nouveau partage* des années 1990, c’est en même temps la première guerre de la «*nouvelle ère*», selon la formule chinoise, ou du «*changement d’époque*», selon la formule allemande.

Notre quatrième observation concerne la Chine elle-même. Pékin ne s’est pas opposé mais a choisi de s’abstenir, tout comme New Delhi, lors du vote du Conseil de sécurité de l’ONU qui a condamné l’invasion russe. Selon le quotidien chinois *Global Times,* la Chine agit en tant que *«puissance responsable*». Elle affirme que *«la souveraineté de toutes les nations doit être respectée»,* soutient «*une solution diplomatique entre l’Ukraine et la Russie»* et estime que l’Ukraine «*devrait devenir un pont entre l’Est et l’Ouest*». Selon les analystes chinois, la meilleure solution pour la Russie, pour l’Ukraine elle-même et pour l’Union européenne serait que l’Ukraine ait un statut de neutralité.

Pékin exprime ainsi une position nuancée et soigneusement calibrée ; à la lumière de la crise, cela montre le sens que donne la Chine à sa «*quasi-alliance*» avec la Russie, au «document de 5 000 mots» et à la transition vers la «*nouvelle ère*» des relations multipolaires. De nombreux scénarios stratégiques sur les *deux fronts* de la confrontation mondiale craignaient que la Chine ne profite de la guerre en Occident, pour lancer une *surprise stratégique* contre Taïwan. A l’inverse, Pékin signale qu’il veut une révision de l’ordre mondial et non sa rupture et, quoi qu’il en soit, pas une révision armée – pour l’instant – contrairement à la Russie.

La ligne de «neutralité active» chinoise met Pékin en position de pouvoir dialoguer avec les lignes américaines prônant la «main diplomatique» vis-à-vis de la Chine, et avec les lignes européennes qui avec l’axe franco-allemand, ont cru jusqu’à la dernière minute en la possibilité d’une négociation stratégique avec Moscou pour un «nouvel ordre de sécurité européen». Ces tentatives d’Emmanuel Macron et d’Olaf Scholtz ont subi un coup dévastateur et la guerre a presque annihilé toute marge pour une certaine mesure d*’ambiguïté stratégique* ; Paris et Berlin semblent vouloir transformer cet échec en une accélération spectaculaire des plans pour la défense européenne. Cependant, cela ne signifie pas que la *doctrine Macron* soit enterrée. La relation entre l’UE et la Russie a un fondement objectif, établi par la géographie et l’économie, comme le montre, entre autres, le dosage des sanctions qui ont préservé la connexion énergétique du gaz. Quand une négociation stratégique avec Moscou reviendra à l’ordre du jour, l’ambition de Paris pour une «Europe puissance d’équilibre» pourrait trouver une résonance dans les doctrines chinoises pour un nouvel ordre multipolaire. Pour le moment, Pékin ne renonce pas à souligner sa différence, et présente la neutralité de la Chine comme la seule «*véritable neutralité*» qui puisse permettre une médiation dans la crise, car elle respecte la souveraineté ukrainienne sans suivre l’Occident dans les sanctions contre Moscou.

Enfin, cinquièmement, il y a notre opposition internationaliste à la guerre en Ukraine. En se réclamant du parcours historique de l’impérialisme et du «nationalisme grand-russe», Poutine tient à attaquer Lénine pour sa politique des nationalités ; l’Ukraine, affirme-t-il, est *«l’Ukraine de Vladimir Lénine*», qui en est «*l’auteur et l’architecte».*

Il y a une part de vérité dans sa reconstitution, en ce qu’il affirme que les bolcheviks ne se souciaient pas de nuire aux intérêts de la Russie, car leur perspective était «*la révolution mondiale*». Précisément. Lénine utilisa la question nationale contre l’Empire tsariste, la «prison des peuples» ; en cela, le droit à l'autodétermination faisait partie de la stratégie du *défaitisme révolutionnaire* qui conduisit à l’assaut d’Octobre 1917. Lorsqu’il fut question du statut de l’URSS, il faut considérer à quel point, pendant la guerre civile, les différents courants du nationalisme ukrainien s’étaient prêtés à l’établissement de liens avec les lignes directrices de l’Allemagne, de la Pologne et des puissances de l’Entente. Dans la courte période qui précéda les ténèbres du stalinisme, le fait d’assurer une autodétermination complète à l’Ukraine au sein de l’Union fut d’une part une carte contre les poussées «grand-russes» qui trouvèrent leur interprète en Staline, et d’autre part une façon d’affaiblir de nouvelles possibilités d’intrusion par les puissances impérialistes, qui pouvaient instrumentaliser les courants nationalistes; enfin, ce fut aussi un signal que le pouvoir bolchevique envoyait aux révolutions démocratiques nationales dans le monde colonial.

Aujourd’hui, il s’agit de reprendre cette stratégie révolutionnaire internationale en la déployant dans un monde où le développement bourgeois est achevé sous toutes les latitudes, où la contradiction fondamentale oppose partout la bourgeoisie et le prolétariat, et où chaque «question nationale» est désormais dominée par les luttes entre les puissances de l’impérialisme. La bataille internationaliste que nous avons menée durant la guerre de 1967 reste un modèle, contre les courants interventionnistes aux côtés des bourgeoisies arabes et contre l’interventionnisme aux côtés de la bourgeoisie israélienne.

En Ukraine, il y a une bourgeoisie et un prolétariat ; en Russie, il y a une bourgeoisie et un prolétariat ; en Europe, il y a une bourgeoisie et un prolétariat. Les oligarques ukrainiens sont les compères des oligarques russes, séparés mais consanguins : ils se sont tous partagé le butin du capitalisme d’Etat de l’ex-URSS après son effondrement en 1991.

Alors qu’un *interventionnisme européiste* se concrétise, futur levier du réarmement européen, nous sommes avec les prolétaires ukrainiens, avec les prolétaires russes, avec les prolétaires européens, mais aussi avec les prolétaires américains et chinois, et nous luttons aussi bien contre l’impérialisme russe, européen, américain et chinois que contre la bourgeoisie ukrainienne. L’internationalisme est le seul choix contre la barbarie.

(Texte scanné à partir du supplément au n° 265 de mars 2022 de *L'Internationaliste*)